



**LA POSTE N'EST PAS A VENDRE !!!
POUR UN SERVICE PUBLIC POSTAL MODERNE ET RENOVE !
POSTIERS, USAGERS, ELUS,
MANIFESTONS LE SAMEDI 22 NOVEMBRE !**

UN PREMIER RECU DU GOUVERNEMENT...

Le gouvernement a annoncé récemment la suspension de l'ouverture du capital de la poste (1ère étape de sa privatisation)... Ce recul est lié à l'ensemble des mobilisations qui grandissent depuis cet été: la forte journée de grève des postiers le 23 septembre à l'appel de 5 fédérations, de nombreuses initiatives (pétitions, rassemblements et manifestations, débats publics,...) impulsés par des postiers, leurs organisations syndicales, des associations et collectifs d'usagers, des partis politiques.

De plus comment faire passer l'idée de privatisation de la Poste auprès de la population au moment où le gouvernement donne 360 milliards d'euros aux banques pour les sortir d'une crise financière qu'elles ont nourrie..

...QUI NE DOIT PAS MASQUER L'OBJECTIF DE PRIVATISATION DE LA POSTE

En effet, les politiques menées ces dernières années mettent à mal le service public. Cela se traduit par l'augmentation de tarifs pour les usagers (frais de tenu de compte, colis, timbres, 10% en 4 ans, dont le maintien d'un prix unique sur le territoire n'est plus garanti...)

A cela s'ajoute une « *modernisation de la poste* » qui consiste à ouvrir des boutiques où l'on achète des porte clefs ou des gadgets, alors que parallèlement, les suppressions d'emplois entraînent des fermetures partielles voire totales de bureaux ainsi que la diminution du nombre de guichets. La distribution du courrier est restructurée pour augmenter le nombre de « clients » par facteur. Celui-ci n'a plus le temps nécessaire pour entretenir ce lien social historique et indispensable dans les communes rurales, dans des quartiers périphériques et dans les centre-villes.

Le livret A recueille et garantit aujourd'hui l'épargne des plus modestes et contribue au financement du logement social. Certains envisagent déjà sa libéralisation dès janvier comme une opportunité pour détourner ces fonds vers des investissements plus juteux.

Les directives européennes validées par le traité de Lisbonne, qui fragilisent le service public n'imposent pas le changement de statut de La Poste. Pourtant la privatisation des services publics demeure un objectif pour le gouvernement et la commission européenne.

PRIVATISATION: MOINS DE SERVICES AUX USAGERS ET PLUS DE PROFITS AUX ACTIONNAIRES !

Ouvrir le capital de la Poste au privé, c'est permettre aux actionnaires de faire des bénéfices sur le dos des usagers et des postiers. La recherche de la rentabilité maximum entraînerait l'augmentation du prix des services, la fermeture de bureaux jugés non rentables et la diminution du service rendu dans certains secteurs comme c'est le cas dans les pays où la poste a été privatisée (Suède, Allemagne,...)

**Le statut de La Poste a permis à la
Banque Postale d'assurer sa stabilité
dans la tourmente financière actuelle.
Nos dirigeants l'ont reconnu.**

AGISSONS ENSEMBLE POUR UN SERVICE PUBLIC MODERNE ET RENOVÉ

La lutte contre la privatisation de la Poste nous concerne tous. L'amélioration de ses services reste une nécessité pour répondre aux besoins de la population. Une autre gestion associant usagers, élus et postiers y contribuerait.

Nous usagers devons nous emparer de ce débat .

- *En signant et en faisant signer les pétitions contre la privatisation de la poste.*
- *En continuant le débat avec les élus et la population et en exigeant une consultation nationale*
- *En soutenant l'action des postiers et en participant massivement à la manifestation de défense de la poste*

**le samedi 22 novembre à 11 heures
de la Place Antonin PONCET (métro Bellecour) jusqu'à la préfecture.**

Reconquérir notre service public postal c'est possible et permettrait de poursuivre le débat sur l'enjeu des services publics dans notre société: pour un service public de la santé, pour un retour de l'énergie en service public, pour un service public de l'Education, de Télécommunication et des transports, et même à Lyon pour le retour de l'eau en régie publique.

Collectif départemental appel69laposte UD-CGT, CGT Poste, SUD-PTT, SUD-Education, FO.com, FSU, Collectif de défense et d'action de La Poste de Villeurbanne-Lyon 3ème-Bron, AUDACES, ATTAC, GAL, Les Alternatifs, LCR, MEI,NPA, PCF, PRS, PS...